

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

**villa
arson
nice**

Marché n° 2022-02-00

Objet de l'accord-cadre :

Renouvellement du système d'information, maintien en conditions opérationnelles et infogérance du parc informatique de la Villa Arson Nice

Ordonnateur de l'accord-cadre :

EPA Villa Arson
20 av. Stephen Liégeard
06105 Nice Cedex 2
tél. +33(0)4 92 07 73 60
tél. +33(0)4 92 07 73 74

Mode de consultation :

Marché public des Techniques de l'Information et de la Communication

Accord-cadre à bons de commandes et à marchés subséquents passé selon un Appel d'Offres Ouvert Européen en application du code de la commande publique et notamment ses articles R. 2124-1, R. 2124-2 1°, R. 2162-3 et R. 2161-2 à R. 2161-5

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 2.	DEFINITIONS	4
ARTICLE 3.	CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD CADRE	4
3.1	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
3.2	DUREE MAXIMALE DE L'ACCORD-CADRE	4
3.3	FORME DU CONTRAT	4
3.4	MONTANTS MAXIMUMS	4
ARTICLE 4.	OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	4
ARTICLE 5.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 6.	CLAUSES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 7.	SOUS-TRAITANCE	5
7.1	DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	5
7.2	MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS	6
ARTICLE 8.	PERSONNEL DU TITULAIRE	6
8.1	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	6
8.2	MANQUEMENT A LA REGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE	6
ARTICLE 9.	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	6
9.1	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES DIRECTES	6
9.2	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES PAR MARCHES SUBSEQUENTS	7
9.3	NOUVEAUX SERVICES/EQUIPEMENTS	7
9.4	TRANSFERT DE COMPETENCES	7
ARTICLE 10.	OPERATIONS DE VERIFICATIONS	7
10.1	PERIMETRE INITIAL	7
10.2	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	9
ARTICLE 11.	PRIX - VARIATION DANS LES PRIX	9
11.1	CONTENU DES PRIX	9
11.2	DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT	9
11.3	AJUSTEMENT DE PRIX	9
11.4	CLAUSE BUTOIR	9
11.5	CLAUSE DE SAUVEGARDE	10
11.6	APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	10
11.7	MONNAIE DE REFERENCE	10
11.8	MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	10
ARTICLE 12.	MODALITES DE REGLEMENT	10
12.1	FACTURATION AU FORMAT NUMERIQUE	10
12.2	CONTENU DES FACTURES	10
12.3	ÉMISSION DES FACTURES	10
12.4	MODE DE REGLEMENT	11
12.5	DELAI DE PAIEMENT	11
12.6	REJET DE FACTURE	11
ARTICLE 13.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	11
13.1	RETENUE DE GARANTIE	11

13.2	AVANCE	11
ARTICLE 14.	DELAIS ET PENALITES	12
14.1	DELAIS DE FOURNITURE DES SERVICES	12
14.2	PENALITES	12
ARTICLE 15.	RESILIATION	12
ARTICLE 16.	CLAUSE DE REEXAMEN	12
ARTICLE 17.	NORMES ET REGLEMENTS APPLICABLES	13
ARTICLE 18.	CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL	13
ARTICLE 19.	ASSURANCES	13
ARTICLE 20.	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES	13
ARTICLE 21.	DISPOSITIF DE VIGILANCE	14
ARTICLE 22.	DROIT, LANGUE	14
ARTICLE 23.	DEROGATIONS AU CCAG T.I.C	15

Article 1. Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre a pour objet le renouvellement du système d'information, maintien en conditions opérationnelles et infogérance du parc informatique de la Villa Arson Nice.

Article 2. Définitions

Au sens du présent document :

- La **Villa Arson Nice** est la personne morale de droit public qui conclue l'accord-cadre avec son titulaire. Elle est désignée ci-après par le terme « **pouvoir adjudicateur** ».
- Le « **titulaire** » est l'opérateur économique (ou le groupement d'opérateurs économiques) qui a été retenu pour exécuter les prestations définies dans le cadre du présent accord-cadre conclu avec le pouvoir adjudicateur.

Article 3. Caractéristiques générales de l'accord cadre

3.1 Décomposition de la consultation

Conformément à l'article R2112-4 du 01 avril 2019 relatif aux marchés publics il n'est pas prévu de découpage en tranche ou en lots afin de permettre au pouvoir adjudicateur :

- De disposer d'un interlocuteur unique, responsable du bon fonctionnement de l'ensemble de son architecture. Ceci afin d'éviter de :
 - Déterminer l'origine d'une panne, parfois complexe à identifier en l'absence de personnel technique interne spécialisé, pour définir le prestataire à solliciter
 - Confronter plusieurs prestataires sur des parties du système d'information communes à leurs domaines d'activités
- Optimiser les prix unitaires par la massification de la commande globale

3.2 Durée maximale de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé pour une période initiale de **3 ans** à compter de sa date de notification. À l'issue de cette première période, l'accord-cadre est reconductible tacitement **1 fois** pour une durée de **12 mois**. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de l'accord-cadre de son intention de ne pas reconduire le marché **3 mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

En vertu de l'article R2112-4 du 01 avril 2019 relatif aux marchés publics, le titulaire ne peut pas refuser les reconductions.

3.3 Forme du contrat

Le contrat est un accord-cadre mono-attributaire, sans minimum et avec maximum, exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commandes. Les prestations qui relèvent des différentes parties de l'accord-cadre sont indiquées à l'article **8** du présent CCAP.

3.4 Montants maximums

Les montants maximums sont fixés sur la durée totale de l'accord-cadre :

- Lot unique = **300 000 €HT**

Article 4. Obligations générales du titulaire

Le titulaire doit confirmer la désignation, dans un délai de 10 jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre, d'une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter dans l'exécution de celui-ci.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG T.I.C, le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- A la forme juridique sous laquelle il se présente

-
- A sa raison sociale ou à sa dénomination
 - A son domicile ou à son siège social
 - A ses coordonnées bancaires
 - Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
 - Au montant de son capital
 - Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent

Article 5. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG T.I.C, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E), signé par les deux parties et dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi
- Le bordereau des prix unitaires
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de de Techniques de de Techniques de l'information et de la communication (CCAG T.I.C) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 1er avril 2021)
- Les normes professionnelles applicables à la date de notification du présent accord-cadre conformément à l'article 16 du présent CCAP
- Les bons de commandes
- Le catalogue tarifaire de prix unitaires du titulaire
- Le mémoire technique du titulaire

Article 6. Clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente. De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du maître d'ouvrage.

Article 7. Sous-Traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, conformément aux articles R. 2193-1 et R. 2193-2 du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 42.1 du CCAG T.I.C).

7.1 Désignation de sous-traitants en cours d'exécution de l'accord-cadre

L'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies aux articles R. 2193-3 et R. 2193-4 du code de la commande publique.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, entre autres les capacités professionnelles et financières du sous-traitant
- Le compte à créditer

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou l'acte spécial (DC4) :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre état de l'Union Européenne

7.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants bénéficiant du paiement direct et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 et R. 2193-16 du code de la commande publique.

Article 8. Personnel du titulaire

Le titulaire a l'entière responsabilité de ses personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter la prestation.

La rémunération, les charges sociales et fiscales correspondantes et les frais inhérents à l'emploi de ce personnel sont à la charge du titulaire qui a seule compétence pour en assurer la discipline, l'inspection et la direction.

En cas de manquement grave du titulaire, au regard de la législation sociale, celui-ci peut être mis en demeure (voie recommandée avec accusé de réception) de faire cesser ces manquements.

La lettre restée sans effet sous huitaine, entraînera la rupture du présent accord-cadre, sans préavis.

Le pouvoir adjudicateur se réservant le droit de demander, par voie judiciaire, des dommages et intérêts compensant le préjudice subi.

8.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 CCAG-T.I.C, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

8.2 Manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Suite à une mise en demeure restée infructueuse, le titulaire du marché qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction financière, soit la résiliation du marché. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans ladite mise en demeure. En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 10 % du montant initial du marché, sans pouvoir excéder 225 000 euros (45 000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 375 000 euros (75 000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire. En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 9. Modalités de passation des commandes

9.1 Modalités de passation des commandes directes

Cet article déroge à l'article 3.7.2 du CCAG T.I.C.

Afin de passer ses commandes sur la base des prix du Bordereau des Prix Unitaires et du catalogue tarifaire, le pouvoir adjudicateur peut émettre :

- Des bons de commandes, numérotés, datés et signés par ses soins, transmis par tout moyen permettant de donner date certaine
- Des commandes directes via un devis établi par le titulaire reprenant différents items du bordereau des prix unitaires et/ou du catalogue tarifaire. Le devis doit être numéroté, daté et signé par le pouvoir adjudicateur

Quel que soit le mode de passation des commandes, la demande intègre :

- Des références à des produits ou services valorisés dans le bordereau des prix ou le catalogue tarifaire de prix unitaires du titulaire
- Les conditions de mises à disposition des prestations/matériels : lieu de livraison/installation, date de mise en service souhaitée (en tenant compte du délai de mise en service du titulaire)
- Les informations techniques et administratives permettant au titulaire de la réaliser

L'absence de réserve émise par le titulaire dans les 5 jours ouvrés suivant la réception d'une commande vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

Les services, objets des commandes passées avant la fin de validité de l'accord-cadre, pourront être exécutés jusqu'à 3 mois après la fin du présent accord-cadre.

9.2 Modalités de passation des commandes par marchés subséquents

Le pouvoir adjudicateur réalise des marchés subséquents pour les besoins suivants :

- Des nouveaux services rendus disponibles par le titulaire en cours d'accord-cadre
- Des projets nécessitant une définition sur-mesure des prestations à réaliser

Le pouvoir adjudicateur réalise des marchés subséquents, conformément aux articles R.2162-7 à R.2162-9 du code de la commande publique, sur la base des éléments suivants :

- Le titulaire est consulté par écrit sur la base d'une expression de besoins simples avec un délai de réponse adapté à la nature de la demande.
- Le titulaire doit ensuite transmettre par écrit un devis (présentation technique et offre financière) correspondant à l'expression de besoin et respectant les conditions de son offre initiale (qualité technique, remises consenties, délais de réalisations...).
- Si le pouvoir adjudicateur juge l'offre conforme vis-à-vis de l'offre initiale du titulaire et de l'expression de besoin, le marché subséquent lui est automatiquement attribué.

La passation des commandes dans le cadre de marchés subséquents est réalisée dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 9.1 du présent CCAP.

9.3 Nouveaux services/équipements

Pour les nouveaux services/équipements, les conditions matérielles, les localisations, les délais de mise à disposition seront précisés à l'émission de chaque bon de commande.

9.4 Transfert de compétences

Dans le cadre du contrat actuel d'infogérance du pouvoir adjudicateur, le titulaire du présent marché aura la charge de former et transférer ses compétences et savoirs liés à la nouvelle infrastructure mise en place au prestataire en place.

Article 10. Opérations de vérifications

Cet article déroge aux articles 30 à 34 du CCAG T.I.C.

10.1 Périmètre initial

Les prestations prévues pour le périmètre initial sont soumises à des opérations de vérification destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues.

Ces opérations de vérifications comprennent deux étapes : les vérifications d'aptitudes et les vérifications de service régulier qui s'effectuent conformément aux modalités suivantes.

10.1.1 Vérifications d'aptitude (VA)

Les vérifications d'aptitude sont réalisées une fois l'ensemble du périmètre initial déployé, sur la base d'un cahier de recette formalisé par le titulaire et validé par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de la VA au moins quinze jours avant sa réalisation, en décrivant clairement et précisément le déroulement. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire par écrit de son accord et de ses observations éventuelles, la suppression ou la modification des services/équipements existants ne pouvant être effectuée qu'avec l'accord écrit du pouvoir adjudicateur.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour notifier sa décision est de quinze jours à partir de la VA. À défaut de notification dans le délai défini, les vérifications d'aptitudes sont réputées positives.

Si les vérifications d'aptitudes sont positives, le pouvoir adjudicateur procède aux vérifications de service régulier.

Si les vérifications d'aptitudes sont négatives, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet.

10.1.2 Vérifications de service régulier (VSR)

Les vérifications de service régulier ont pour but de constater que les produits livrés présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions attendues et sont conformes aux spécifications du dossier technique associées au(x) bon(s) de commande(s) émis par le pouvoir adjudicateur.

Le délai prévu concernant les vérifications du service régulier s'observera à partir du jour où les éléments auront été déclarés aptes, pendant une durée de 2 mois, périodes d'indisponibilité déduites.

Le service est déclaré régulier si la durée cumulée des indisponibilités comptabilisées par installation, sur 2 mois, ne dépasse pas 8 heures, en heures ouvrées.

10.1.3 Décisions

À l'issue de la période de vérification de service régulier, le pouvoir adjudicateur dispose de quinze jours pour notifier au titulaire sa décision. À défaut de notification dans le délai imparti, les vérifications de service régulier sont réputées positives.

Si les vérifications de service régulier sont positives, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations.

L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée.

L'admission entraîne transfert de propriété des équipements matériels et logiciels cédés et fait débiter la période de garantie des équipements pour laquelle les dispositions de l'article 36 du CCAG T.I.C s'appliquent.

Si les vérifications d'aptitudes ou de service régulier sont négatives, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'ajournement des prestations, avec vérification de la régularité des solutions pendant une période supplémentaire de même durée que celle définie à l'article 7.1.2, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

10.1.4 Ajournement

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations demandées moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations.

En cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai de quinze jours prévus à l'alinéa précédent ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai imparti à cet effet par la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur prononce soit la réception avec réfaction, soit le rejet des prestations.

10.1.5 Réception avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions de l'accord-cadre, peuvent être utilisées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations ; passé ce délai il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

10.1.6 Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent des réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible d'en prononcer ni l'ajournement ni la réception avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Le titulaire dispose de 15 jours pour présenter ses observations ; passé ce délai il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

En cas de rejet total, le titulaire est tenu de procéder à la remise en l'état initial des installations à ses frais et sous un délai de quinze jours.

10.2 Prestations complémentaires

Pour toutes les adjonctions complémentaires, les prestations seront validées sur la base :

- D'un simple constat de bonne réalisation pour des adjonctions simples (exemple : ajout d'un poste informatique)
- D'un cahier de recette, préparé par le titulaire et validé par le pouvoir adjudicateur, pour des adjonctions lourdes (exemple : ajout d'un nouveau serveur)

Article 11. Prix – Variation dans les prix

11.1 Contenu des prix

En complément au 10.1.3 du CCAG T.I.C, les prix unitaires sont réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et les fournitures
- Tous les frais afférents s'il y a lieu au conditionnement, à l'emballage, au stockage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu d'exécution ou de livraison
- Toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services
- Tous les frais de raccordement des différents sites jusqu'au point d'accès du titulaire
- Tous frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations

Les prix journaliers d'intervention incluent les frais de déplacement et d'hébergement des intervenants.

11.2 Détermination des prix de règlement

L'accord-cadre est traité à prix unitaires établis hors TVA intégrant toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations. Les prix sont déterminés par application aux quantités livrées ou consommées, des prix intégrés dans les documents suivants :

- Le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre
- Le catalogue tarifaire de prix unitaire du titulaire
- Les devis complémentaires aux marchés subséquents

Les taux de remise figurant dans l'acte d'engagement sont appliqués pendant toute la durée de l'accord-cadre au catalogue tarifaire et aux devis complémentaires.

11.3 Ajustement de prix

11.3.1 A l'initiative du titulaire

Le titulaire peut mettre à jour les prix à chaque date anniversaire de l'accord-cadre.

Si le titulaire souhaite mettre à jour ses tarifs, il doit transmettre une demande écrite, contenant une mise à jour du bordereau de prix et de son catalogue tarifaire au plus tard 1 mois avant chaque date anniversaire. Les nouveaux tarifs entrent ensuite en vigueur à la date anniversaire de l'accord-cadre et s'appliquent aux prestations en place et aux commandes passées postérieurement à cette échéance par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG T.I.C.

11.3.2 A l'initiative du pouvoir adjudicateur

À tout moment, le pouvoir adjudicateur peut demander une mise à jour des prix de l'accord-cadre au titulaire, qui doit transmettre par courriel une mise à jour du bordereau de prix et de son catalogue tarifaire dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Si la réception des documents actualisés intervient avant le 15 du mois en cours, les prix doivent être appliqués sur la facturation du mois suivant. Dans le cas contraire, les prix doivent être appliqués sur la facturation du mois M+2.

11.4 Clause butoir

Chaque prix ne peut évoluer à la hausse, au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire de l'accord-cadre, que de 3% maximum par rapport à l'année précédente et de 5% maximum sur la durée totale de l'accord-cadre. Cette clause ne s'applique pas à la baisse des prix.

Cette clause ne s'applique pas à la baisse des prix ni à des hausses de prix publics des matériels que le titulaire ne saurait maîtriser.

11.5 Clause de sauvegarde

Cet article complète l'article 38 du CCAG T.I.C

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnités l'accord-cadre avec un préavis de 6 mois dans les cas où le titulaire appliquerait une augmentation des prix unitaires supérieure à la hausse maximale prévue à l'article 11.3, que le titulaire ne voudrait pas modifier.

11.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur en France lors de l'exécution de la prestation. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. Pour les prestations exonérées (exemple les prestations de formation), aucune TVA ne s'applique. Le titulaire doit cependant justifier ces éléments et fournir une attestation.

11.7 Monnaie de référence

L'Euro est l'unité monétaire de compte et l'unité monétaire de paiement.

11.8 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres finales. Ce mois est appelé M0.

Article 12. Modalités de règlement

12.1 Facturation au format numérique

Conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et L.2192-5 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises sous forme électronique, via le portail public de facturation Chorus pro.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une facture, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le numéro de SIRET du pouvoir adjudicateur, le code service et le numéro d'engagement, données obligatoires pour le dépôt de la demande de paiement, seront précisées sur chaque bon de commande et/ou marché subséquent.

Si le titulaire souhaite des précisions sur Chorus Pro, portail utilisé par le pouvoir adjudicateur, il peut les obtenir en consultant le site <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

12.2 Contenu des factures

Les factures devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier
- Le numéro du compte bancaire ou postal
- Le numéro de l'accord-cadre
- Le numéro du bon de commande associé
- Le numéro de la facture et les références précises de l'accord-cadre
- La date d'exécution des prestations
- La nature des prestations exécutées ou livrées
- Le montant hors TVA, le taux et le montant de la TVA et autres taxes
- Le montant total des prestations exécutées ou livrées
- La date

12.3 Émission des factures

Les factures du titulaire sont réglées :

- Pour le matériel : à sa livraison

-
- Pour les prestations : au service fait

12.4 Mode de règlement

Les règlements se font par mandat administratif. Le paiement de la créance du titulaire est effectué par virement administratif, conformément à la réglementation en vigueur.

12.5 Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement des factures est fixé à 30 jours calendaires. Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-35 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, auquel s'ajoute 40 euros forfaitaires de frais de recouvrement.

12.6 Rejet de facture

Dans le cas où une facture du titulaire ne respecterait pas les clauses du présent accord-cadre (erreur de prix unitaire, manquement au formalisme défini à l'article **9.3** ci-dessus, facturation de services non réalisés...) le pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire son rejet avec les éléments à corriger :

- Soit via l'outil Chorus Pro dans le cas d'une facture dématérialisée
- Soit par courrier électronique à partir de l'adresse comptabilite@villa-arson.org

À réception de la notification du rejet, le titulaire dispose d'un délai de 2 mois pour réémettre :

- Soit la facture corrigée
- Soit un avoir annulant la précédente facture à 100% puis une nouvelle facture corrigée
- Aucun avoir de régularisation d'écart de facturation n'est accepté par le pouvoir adjudicateur

Article 13. Clauses de financement et de sureté

13.1 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

13.2 Avance

Conformément aux articles R. 2191-3 et R.2191-7 du code de la commande publique, une avance de 20% du montant TTC de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 Euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois peut être accordée.

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance doit débiter lorsque l'exécution des prestations, objet du bon de commande, a atteint 65% du montant de l'accord-cadre, et doit être terminé, à hauteur de 80%.

Le titulaire précise dans l'acte d'engagement, à l'endroit prévu à cet effet, s'il accepte ou refuse le versement d'une telle avance.

Si le montant de l'avance excède 50 000€, son versement est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande.

Article 14. Délais et pénalités

14.1 Délai de fourniture des services

Le délai de fourniture des services correspond au délai requis par le titulaire pour satisfaire une demande du pouvoir adjudicateur. Le délai court à compter de la date de réception par le titulaire de la commande, quel que soit son mode d'émission.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours ouvrés et il expire à la fin du dernier jour ouvré de la durée prévue. Lorsque le dernier jour d'un délai est un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit.

Pour les interventions de maintenance dont le délai est fixé en heures, il s'entend en heures à l'intérieur de la plage d'intervention spécifiée au chapitre 6.6 du CCTP. Il commence à courir dès que le titulaire est informé de la demande d'intervention, quel que soit le support d'information et il expire à la formulation d'une solution appropriée à la résolution du dysfonctionnement signalé ou à l'intervention effective d'un représentant qualifié du titulaire.

14.2 Pénalités

Tout manquement aux obligations contractuelles (interruption de service, ou dérogation des engagements de qualité de service indiqués dans le CCTP) de la part du titulaire peut faire l'objet d'une pénalité.

Les pénalités sont exprimées hors taxe et ne sont soumises à aucune TVA.

14.2.1 Retard pour la commande initiale

Par dérogation aux modalités de calcul et d'application des pénalités de retard prévues par l'article 14.1.1 du CCAG T.I.C, les pénalités sont fixées à **100 Euros** par jour de retard.

14.2.2 Retard pour les commandes complémentaires

En cas de retard du fait du titulaire dans la livraison d'un équipement/service demandé par le pouvoir adjudicateur, la pénalité au-delà du délai contractuel sera de 2% du montant de l'équipement/service par jour de retard.

Article 15. Résiliation

Cet article complète l'article 42 CCAG T.I.C. L'accord-cadre peut être résilié :

- Aux conditions prévues dans le CCAG T.I.C dans les cas qui y sont mentionnés.
- Aux torts du titulaire et sans frais dans les cas suivants :
 - Si des problématiques sur un ou plusieurs services ont donné lieu à deux mises en demeure restées sans effet
 - Le non-respect de la clause butoir décrit dans le présent CCAP
 - La procédure décrite à l'article « Redressement et liquidation judiciaire » du présent CCAP

Article 16. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur souhaite pouvoir bénéficier pendant toute la durée de l'accord cadre, des évolutions normatives, technologiques, innovations, et améliorations qui ne constituent pas une modification substantielle de l'accord cadre.

Au cours du déroulement de l'accord cadre le pouvoir adjudicateur peut inviter le titulaire à compléter son offre par écrit, en proposant d'autres fournitures ou d'autres prestations qui ne constituent pas une modification substantielle de l'accord cadre.

Elles seront intégrées à l'accord cadre par courrier simple du titulaire paraphé et daté par un représentant du pouvoir adjudicateur avec la mention « bon pour accord », sans établissement d'aucune autre formalité.

Article 17. Normes et règlements applicables

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses des lois, décrets et normes applicables aux prestations à réaliser dans le cadre de l'accord-cadre, et notamment :

- Toutes les dispositions régissant les prestations d'opérateurs de télécommunications doivent être respectées.
- Pour la mise en place éventuelle d'équipements de l'opérateur dans les locaux, les installations et équipements doivent respecter les normes suivantes :
 - NF C 15-100 (installations électriques à basse tension)
 - NF C12-101 (protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques)
 - NF C15-443 (Protection des installations électriques à basse tension contre les surtensions d'origine atmosphérique)
 - NF EN 61000-4 (Compatibilité électromagnétique)

Règlement de sécurité dans les établissements recevant du public

- Les travaux sont réalisés dans le respect des réglementations relatives à l'hygiène et à la sécurité (décret du 20/02/1992 ou coordination sécurité, suivant les opérations)

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner.

Article 18. Confidentialité et secret professionnel

Sous réserve des obligations incombant au pouvoir adjudicateur en application des dispositions du Titre I de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, les parties s'engagent à tenir pour strictement confidentielles les informations dont elles ont pu disposer dans l'exécution du présent contrat et ne les divulguer à quiconque ni lors de l'exécution du contrat ni après sa réalisation.

Les opérations de communication éventuelles telles que communiqués de presse, articles de publications ou rédactionnels, conférences sont soumises à l'accord des deux parties. Les parties, pour l'exécution de la présente clause, répondent de leurs salariés comme d'elles-mêmes.

Article 19. Assurances

Le titulaire est tenu de souscrire une police individuelle de « responsabilité civile de chef d'opérateur économique » destinée à couvrir les intéressés contre les risques résultant des dommages causés aux tiers du fait de son activité professionnelle.

Le titulaire doit, en outre, être assuré contre les risques d'accident pouvant survenir aux bâtiments existants, appartenant ou non au maître d'ouvrage. Au cas où une de ces polices viendrait à être résiliée, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification de l'accord-cadre émanant de sa compagnie d'assurance. Il doit adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes.

Article 20. Redressement et liquidation judiciaires

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG T.I.C, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai du mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'opérateur économique.

Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur peut accepter la continuation de l'accord-cadre pendant la période visée à la décision de justice ou le résilier sans indemnité pour le titulaire.

Article 21. Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à produire, à la conclusion de l'accord-cadre, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Le titulaire s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Le titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat ne peut être délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les attestations d'assurances sont à produire dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution. Le titulaire doit justifier qu'il a contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Les attestations d'assurance sont fournies chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à déposer par le titulaire à l'adresse suivante :

comptabilite@villa-arson.org

Le titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou la résiliation du contrat s'il ne remet pas les pièces demandées au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Article 22. Droit, Langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le **Tribunal Administratif de Nice** est seul compétent, après tentatives de règlement amiable bilatéral.

Si les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou mode d'emploi ne sont pas rédigés en français, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 23. Dérogations au CCAG T.I.C

Rappel des dérogations du présent CCAP au CCAG T.I.C :

- L'article 5 déroge à l'article 4.1 du CCAG T.I.C
- L'article 10 déroge aux articles 30 à 34 du CCAG T.I.C
- L'article 11.3 déroge à l'article 10.2.1 du CCAG T.I.C.
- L'article 14.2 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG T.I.C
- L'article 14.2.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG T.I.C